

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0113 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1141 du 5 janvier 2013 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2013 | 32ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



## SOMMAIRE DU N°1141

**EDITORIAL** : Le 13 porte bonheur pp. 1-2

**CONJONCTURE** : 2013 : sur la piste noire de 2012 pp. 3-4

**ACTUALITÉ** : Depardieu, expert en démocratie p. 4 - Etats-Unis : le mur budgétaire a été repoussé au 1er mars p. 5 - Le Conseil Constitutionnel fait échec au 75% des socialistes p. 5

**CONNAISSANCE DU SOCIALISME** : p. 6-7

**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## Le 13 porte bonheur

J'ai reçu de nombreux vœux de bonheur et santé pour la Nouvelle Année. Je remercie tous ceux qui me les ont adressés et leur retourne volontiers les miens.

J'ajoute à ces remerciements une note d'optimisme qui surprendra, puisque beaucoup accompagnent leurs souhaits d'un amer commentaire sur ce qui nous attend en 2013. Témoin mon ami Jean Yves Naudet qui prévoit une conjoncture économique pire que celle que nous avons connue en 2012.

Soyez rassuré. N'avez-vous pas entendu notre Président, qui a annoncé une année difficile certes, mais qui finalement laissera percer les premières lueurs de la sortie du tunnel ?

Vous devez donc vous mettre à l'heure de la confiance, et cesser de geindre et de vous désespérer. D'ailleurs 2013 ne sera-t-elle pas la seule année du siècle se terminant par un 13 ?

13 : le chiffre porte bonheur.

13 : mon département, l'année de Marseille capitale de la culture, prête à vous accueillir dans un climat de sérénité et de sécurité (laissez-moi vous expliquer au passage que s'il y a eu tant de criminalité en 2012, c'est parce que l'on a demandé aux truands de régler leurs comptes avant le 31 décembre, pour respecter la trêve de cette année bénie).

13 : pourquoi ne pas se raser par la superstition ? >>

### BULLETTIN D'ABONNEMENT

s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)

s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)

envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule  postale ou  électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## Le 13 porte bonheur (suite)

Elle est la meilleure servante des gouvernements, elle nous persuade qu'après la pluie vient le beau temps, qu'après Hollande revient Sarkozy, qu'après les rouges, les verts et les rosés de gauche caracolent les caméléons de droite, que les syndicats acceptent de servir enfin les intérêts des salariés et acceptent les seules réformes susceptibles de résorber le chômage et de sauver les retraites. Vous n'y croyez pas ? Vous faites partie de ces sceptiques, rationalistes, qui n'achètent jamais un billet de loterie, et qui n'ont ainsi aucune chance de devenir millionnaires. Pourquoi ne pas fuir dans le rêve et s'en tenir aux réalités ?

*Le docteur tant pis :* de toutes façons, on n'y peut rien

*Le docteur tant mieux :* alors, autant prendre les choses du bon côté

*Le docteur tant pis :* quel côté ? tout s'effondre, et de toutes parts !

*Tant mieux :* c'est du fond de l'abîme que jaillit la lumière (Milton)

*Tant pis :* il n'y avait pas un seul juste à Sodome pour sauver la ville de la colère de Dieu

*Tant mieux :* il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer (Guillaume d'Orange)

*Tant pis :* les ratés ne vous rate-ront pas (Céline)

*Tant mieux :* nous partîmes cinquante, mais par un prompt renfort...

*Tant pis :* Oui, je connais

Ce dialogue met en relief que l'on peut aborder les problèmes de société et risquer des pronostics sur le futur immédiat soit dans un esprit de résignation, de fatalisme et de superstition, soit dans un acte de foi et d'espérance dans l'engagement personnel, dans la mobilisation des énergies, dans les témoignages et les prédications.

“ Résignation ou renaissance ? ”

Je ne sais comment se dérouleront les manifestations organisées dimanche prochain 13 janvier à Paris. C'est précisément le nombre de Français qui voudront porter témoignage qui scellera le sort des textes préparés par le gouvernement et soumis au Parlement. En 1984, la mobilisation en faveur de la liberté scolaire a poussé François Mitterrand à renoncer à la loi Savary qu'il devait promulguer.

Je ne veux pas plaider en faveur de la rue : elle n'est pas le siège de la démocratie. Mais je retrouverai confiance pour 2013 et la suite si les manifestations étaient un succès, fût-il relatif (certains médias ne se priveront pas d'en minimiser l'importance). Car ce succès signifierait qu'il y a encore dans ce pays des hommes et des femmes, de toutes conditions et de toutes origines – je dirai aussi de toutes confessions – qui sont prêts à faire un geste, fût-il symbolique, pour affirmer leur attachement aux valeurs morales et spirituelles qui fondent une société de libertés.

Défendre et promouvoir la liberté est affaire de foi, de confiance dans les êtres humains, capables de retrouver le chemin de la vérité et de l'humanité malgré tant d'erreurs et tant de dérives, et capables d'entraîner les autres sur ce chemin.

C'est dans cet esprit que je prône la mobilisation de la société civile, avec la renaissance du débat politique dans des forums ouverts, libérés des chaînes des partis et de la société politique. Ce projet ne date pas de mai 2012, mais il prend aujourd'hui un intérêt vital à cause de la totale défection des princes qui nous gouvernent et nous ont gouvernés.

“ De l'importance de témoigner ”

Alors 2013 année où l'on s'en remet aveuglement au sort, où les uns pensent toucher le gros lot tandis que les autres ne se donnent aucune chance ? Ou année du renouveau, amorce du risorgimento, grâce à ceux qui s'engagent pour la cause de la liberté et de la dignité ?

Vous vous doutez que j'ai fait mon choix, et je pense que ce sera aussi le vôtre. Tant mieux.

Le 13 porte bonheur quand il porte valeurs.

**Jacques Garelo**

## 2013 : SUR LA PISTE NOIRE DE 2012

On la dévale à toute allure, pourtant la piste est noire. Comment être optimistes pour l'économie française en 2013 ? En cette période de vœux, nous aimerions annoncer de bonnes nouvelles. Les prévisions des divers organismes de conjoncture sont assez pessimistes, mais là n'est pas l'essentiel. Nous savons que l'année sera très mauvaise, non parce que les instituts le prédisent, mais parce que la politique suivie face à la crise est à l'inverse de ce qu'il faudrait faire. On parle beaucoup de la rigueur nécessaire, mais c'est une fausse et une mauvaise rigueur.

### Une croissance proche de zéro

Les derniers résultats de l'année 2012 et les prévisions pour 2013, ne portent guère à l'optimisme. Contentons-nous de deux sources officielles, l'INSEE et le FMI. Pour l'INSEE, la croissance économique a été quasi-nulle en 2012 : 0% au premier trimestre, - 0,1% au second, + 0,2% au troisième trimestre ; ces 0,2% avaient provoqué un certain enthousiasme, le gouvernement parlant de reprise, alors que nous avons expliqué que ce n'était qu'un trompe l'œil et qu'en réalité nous étions en quasi-récession. D'ailleurs, l'INSEE vient de rectifier ce 0,2% à la baisse à 0,1%.

Le quatrième trimestre 2012 nous a hélas donné raison ; l'INSEE prévoit un recul de 0,2%, ce qui donnerait une croissance moyenne du PIB sur l'ensemble de l'année 2012 de 0,1% ! Bercy, plus optimiste, envisage + 0,3% pour l'ensemble de 2012 ; c'est donc un « optimisme » bien relatif et l'encéphalogramme est presque plat. Quant à 2013, on part sur des bases comparables et les prévisions de l'INSEE sont de 0,1% au premier comme au second trimestre. On est bien loin des 0,8% envisagés par le gouvernement pour justifier ses choix budgétaires pour 2013 ; il faudrait en effet au moins 1% de croissance aux derniers trimestres de l'année pour y parvenir, ce qui est impossible.

Le FMI ne nous rassure pas, puisque selon cet organisme, la croissance française serait de

0,2% en 2012 et de 0,4% pour 2013, soit moitié moins que les prévisions auxquelles s'accroche désespérément le gouvernement.

Certes tous ces chiffres sont sujets à caution, et nous ne sommes pas des inconditionnels de ces exercices de futurologie, mais il y a bien une certitude, c'est que la croissance 2013 sera en France presque nulle, et largement inférieure à la prévision gouvernementale.

### Chômage en hausse, investissements en panne

Les autres variables n'incitent guère plus à l'optimisme. Comme le confirment les chiffres du chômage publiés fin décembre, la dégradation de l'emploi se poursuit inexorablement : le chômage est au plus haut depuis quinze ans et le nombre de chômeurs progresse en moyenne de 1% chaque mois. Le FMI prévoit, après un taux de chômage de 9,6% en 2011, 10,3% en 2012 et 10,6% en 2013. L'INSEE prévoit 10,9% dès le second trimestre 2013. La consommation, moteur de la croissance selon les keynésiens, ce qui est le cas des membres du gouvernement, est en panne : -0,1% au quatrième trimestre 2012, 0% au premier comme au second trimestre 2013.

Le vrai moteur de la croissance, l'investissement productif, va continuer à baisser au quatrième trimestre (-0,3%) et au premier trimestre (-0,2%), avec 0% au second. Or c'est lui qui prépare la croissance future. Sans investissement, la croissance sera en pan-

ne. Le pouvoir d'achat des ménages, avec une hausse de 0,6%, retrouverait fin mars son niveau de septembre 2012, mais devrait ensuite reculer de 0,1% au second trimestre.

### L'illusoire objectif des 3% de déficit

Tout cela n'est pas sans conséquence dans le domaine des déficits publics et de la dette. On sait que le gouvernement a fixé un objectif de réduction du déficit de 4,5% du PIB à 3%. Or, le déficit dépend notamment des recettes. Si la croissance économique est plus faible que prévu, ce qui sera le cas, les recettes fiscales ne seront pas au rendez-vous et le déficit sera plus élevé. Ainsi les prévisions du FMI sont-elles formelles : la France n'arrivera pas à réduire ses déficits à 3% en 2013.

Il faudra alors prendre de nouvelles mesures budgétaires, sans lesquelles la France ne pourra retrouver la confiance des marchés et bénéficier de taux d'intérêt demeurés faibles. Sur la base d'un déficit de 3% du PIB, la France devrait quand même emprunter 169 milliards d'euros en 2013 ; avec 0,5% de déficit en plus, ce serait 10 milliards d'emprunts en plus !. La dette publique atteindra donc de nouveaux records.

Tout cela est assez dramatique et les Français commencent à ressentir durement la crise. D'autres problèmes s'accumulent à l'horizon, mais on a fait croire aux Français qu'ils sont réglés d'avance. >>

## 2013 : sur la piste noire de 2012 (suite)

En particulier, la lancinante question des retraites revient en force dans l'actualité et le déficit va rapidement redevenir explosif. Les réformettes réalisées, puis annulées, ont voulu rassurer l'opinion un instant, mais n'ont jamais rien réglé. De la sorte, l'explosion est inéluctable, dans des délais qui se rapprochent chaque jour. Ce qui est angoissant pour les retraités l'est aussi pour l'assurance-maladie.

### Refus des réformes et fausse rigueur

Il y a à cette mauvaise situation de notre économie deux causes.

L'une a souvent été exposée ici : c'est le refus des véritables réformes. C'est le refus de réformer notre système social et notre Etat providence, et d'abord notre sacro-sainte Sécurité Sociale, ses retraites et son assurance-maladie ; c'est le refus de réformer notre système administratif, avec un nombre invraisemblable d'échelons ; c'est le refus des réformes du marché du travail, l'un des plus

rigides au monde, en raison des syndicats les plus conservateurs et les moins représentatifs du monde ; c'est l'archaïsme de notre système éducatif, avec le refus de toute sélection et de toute concurrence ; c'est l'uniformité dans tous les domaines et le refus d'une véritable ouverture, dans les services publics comme dans les professions fermées. Tout cela est connu et n'est pas nouveau ; ces blocages sont anciens. Cela ne date pas de l'actuel gouvernement ; ceux qui l'ont précédé ont leur lourde part de responsabilité.

L'autre cause vient en revanche du gouvernement actuel. Il y a une dimension psychologique : la menace des nationalisations, la haine des riches, la fascination pour la toute puissance syndicale, etc. Et il y a les mesures concrètes : la fiscalité devenue confiscatoire, qui décourage tout effort productif et fait fuir les contribuables ; la volonté de réduire les déficits par une fausse rigueur, celle qui consiste à accroître les impôts (20 milliards en plus pour 2013, sans compter le collectif 2012) au lieu

de réduire les dépenses, ce qui contribue à nous entraîner vers la récession ; les rigidités nouvelles introduites, notamment sur les prix et toutes les petites mesures qui augmentent la bureaucratisation de notre économie.

La conclusion est bien simple : la situation de notre économie continuera à se dégrader tant que l'on n'aura pas rompu avec l'étatisme et la bureaucratie ; il faut radicalement changer de cap et en finir avec les mesures de façade. L'urgence ? Libérer l'économie française, privatiser, réduire le périmètre de l'Etat, baisser les dépenses publiques et les impôts, laisser jouer la concurrence. Au total : défiscaliser, déréguler, privatiser.

En clair : « laissez-faire et laissez passer ». C'est un Français qui a inventé la formule, et pour cause : il faisait partie d'une délégation de marchands venus se plaindre à Colbert des excès des impôts et des règlements. La pétition sera toujours d'actualité en 2013.

Jean Yves NAUDET

## Depardieu, expert en démocratie

*Comment en un vil plomb l'or pur s'est-il changé*

Les choses ne sont jamais simples, parce que les hommes sont toujours compliqués. Beaucoup de Français avaient trouvé sympathique le Depardieu exilé fiscal, ils n'apprécieront pas pour autant le Depardieu citoyen russe et ami de Poutine.

En dehors de son talent d'acteur, on peut reconnaître à Depardieu le courage de tenir tête au fisc et au gouvernement français. La frénésie fiscale des dirigeants français, accélérée avec les socialistes, est une atteinte permanente et inacceptable au droit de propriété. La traque des

riches, des entrepreneurs, de ceux qui réussissent, a pour conséquence de pousser hors de France des gens de qualité, qui ne sont pas seulement des magnats de l'industrie et du commerce, mais de plus en plus de jeunes Français dynamiques pleins d'idées et de projets. « Que le dernier qui s'en va éteigne la lumière » : titre d'un article de Jean Philippe Delsol dans le magazine Forbes.

Pour autant, il est tout à fait inacceptable d'aller s'acquiescer avec le maître du Kremlin, pour faire la promotion des républiques de l'ex URSS, notamment de la dictature de

l'Ouzbekistan, et de dire à François Hollande « que la Russie était une grande démocratie ». Se flattant d'avoir une culture politique « héritée d'un père communiste », et toujours classé à l'extrême gauche, Depardieu n'est qu'un vil plomb quand il oublie que les droits de l'homme sont faits non seulement du respect de la propriété privée, mais aussi du respect de la liberté, et quand il se décide en fonction de ses seuls intérêts matériels : l'argent n'a pas d'odeur pour ceux qui le méprisent. L'argent c'est la potion magique des cyniques et des « minables ».

## Etats-Unis : le mur budgétaire a été repoussé au 1er mars

*Accord dilatoire entre Obama et les Républicains sur la dette publique*

Naturellement le jeu médiatique du Président américain a été de présenter l'accord obtenu le 31 décembre au soir comme un succès inattendu. Les bourses du monde entier ont, elles aussi, applaudi à cet accord, car elles s'attendaient à ce que la Maison Blanche vienne se fracasser sur le « mur budgétaire » - le choc a été évité in extremis. Mais a-t-on pour autant réglé l'affaire ?

Le « mur budgétaire » représente le plafond que le Trésor américain est autorisé à emprunter pour couvrir les déficits du budget fédéral. Etabli pour une période qui prenait fin au 31 décembre, ce plafond était de 16.390 milliards de dollars, et il était sur le point d'être crevé

puisqu'on était à 16.027 milliards au matin de la Saint Sylvestre. Si le plafond n'était pas relevé à temps, le gouvernement des Etats Unis était en situation de non-paiement. Cette perspective a finalement décidé 87 députés républicains à la Chambre des Représentants d'accepter la transaction conclue quelques heures plus tôt entre la Maison Blanche et le Sénat.

Cette transaction permet au Trésor de souffler pendant une période de deux mois. Mais, au 1er mars, il faudra trouver le financement du déficit par une hausse massive des impôts ou une réduction drastique des dépenses, ou par les deux. Or la charge des impôts n'est pas acceptée par les

Républicains si elle concerne seulement « les plus riches » (500.000 dollars de revenus annuels, contre 250.000 dollars souhaités par Barack Obama), et les Républicains veulent surtout couper dans les dépenses engagées par la réforme « Obamacare », assurance maladie à la française.

Les Républicains changeront-ils leur position ? Leurs derniers représentants au Congrès ont été élus sur des programmes de réduction très stricte des dépenses et des déficits, ils accepteront mal que l'Etat fédéral continue à vivre au-dessus de ses moyens et aux dépens des contribuables américains. •

## Le Conseil Constitutionnel fait échec aux 75% des socialistes

*La saisine des parlementaires argumentée par l'IREF et Contribuables Associés*

Mauvaise fin d'année pour le Président et le gouvernement : le Conseil Constitutionnel a retoqué les articles de la loi des finances qui concernaient la taxation des hauts revenus à 75% et d'autres dispositions jugées confiscatoires. En fait, si l'on a beaucoup parlé des 75%, c'était l'arbre qui cachait la forêt.

La véritable question en effet était celle du plafonnement de l'ISF. Dans une précédente décision, le Conseil avait rappelé le principe suivant lequel nul ne peut payer un montant d'impôts supérieur à celui de ses revenus. Qu'à cela ne tienne : les experts de Bercy ont donné au gouvernement une parade astucieuse : il suffit de gonfler artificiellement le montant des reve-

nus. Donc, le projet de loi de finances pour 2013 permettait d'intégrer dans le calcul du revenu des sommes qui en étaient jusqu'à présent exclues, et même des gains potentiels comme des plus values non encore réalisées, mais susceptibles de l'être. Ainsi passait-on d'un impôt calculé sur les gains réalisés à un impôt déterminé par la capacité contributive des assujettis.

Il s'agissait donc non seulement d'un tour de passe-passe, mais d'une discrimination systématique au détriment de ceux qui ont un potentiel d'enrichissement plus important, donc sans doute les créateurs, entrepreneurs, innovateurs, investisseurs et autres ennemis du peuple.

C'est ce glissement qui a été dénoncé dans un document conçu par l'IREF et Contribuables Associés, signé par Jean Philippe Delsol et Benoîte Taffin, qui l'ont transmis aux parlementaires de l'opposition en leur demandant de saisir le Conseil Constitutionnel.

L'argumentation a été retenue. Le succès remporté montre l'efficacité redoutable d'un dialogue entre élus et experts, entre société politique et société civile. C'est dans cette voie qu'il faut engager l'avenir des réformes. L'art de la politique étant de rendre possible ce qui est souhaitable, il appartient aux citoyens de dire ce qui leur semble souhaitable, et aux élus de le réaliser. •

*Connaissons mieux le socialisme pour le fuir, car nombreux sont ceux qui font du socialisme sans le savoir. Le socialisme a pour essence la construction d'une société parfaite à travers une organisation collective. J'ai essayé jusqu'ici de décrire la logique qui mène inéluctablement à l'égalitarisme, à l'arbitraire, à la concentration et à la massification. Mais l'être humain peut être rebelle à ces évolutions : donc le socialisme a besoin de créer l'homme nouveau.*

## L'anthropologie socialiste

Comment les socialistes voient-ils l'être humain ? On ne peut trouver de meilleure réponse que celle de Rousseau : dans un état de nature l'homme est bon, c'est la vie en société qui le rend mauvais.

Il y a donc un mélange de naïveté et de cynisme. D'un côté le rêve d'une humanité originelle, où les passions et les intérêts s'harmoniseraient, où règnerait le partage de richesses communes. De l'autre, une société impitoyable fondée sur des rapports de force, où passions et intérêts individuels seraient en lutte, où le jeu des égoïsmes serait impitoyable. Un être humain angélique et un être humain diabolique.

Sans doute la version marxiste insiste-t-elle davantage sur l'individu rapace et spoliateur, sous-produit d'une société où la propriété du capital est l'enjeu décisif de la vie économique. En revanche, les socialistes « utopiques » essaient de retrouver par tous moyens ce qu'il y a de bon, de généreux, d'harmonieux dans l'être humain.

Mais tous les socialistes se retrouvent autour d'un même diagnostic : plongés dans la société présente, les hommes livrés à eux-mêmes ne peuvent vivre dans la justice, et leurs instincts les plus vils sont flattés.

C'est le triomphe de l'individualisme qui exclut toute solidarité, c'est la loi de la jungle ou –pire encore– c'est la loi de ceux qui



**Jean Jacques Rousseau**  
1712-1778

détiennent pouvoirs économique et politique.

## Négation de l'ordre spontané

Les socialistes ne croient pas à la possibilité d'un ordre social émanant de la libre volonté des êtres humains. Pour eux, il n'est d'ordre que créé, organisé par les bâtisseurs de la société parfaite – le rôle qu'ils s'attribuent. Ce rôle est naturel parce qu'ils ont compris les vices de la société contemporaine, ils ont su se détacher de la logique capitaliste, productiviste, individualiste, ils ont refusé la loi de la jungle et du profit. Ainsi peuvent-ils être les guides, les architectes du monde nouveau.

Voilà pourquoi toute apparence de contrat, de compréhension

mutuelle, leur est suspecte et finalement intolérable. Le marché et les échanges volontaires sont le type même de procédures qui leur sont insupportables : elles ne peuvent que masquer des déséquilibres et des injustices. Ce que gagne l'un est nécessairement au détriment des autres.

Donc, dans une société de libertés, les êtres humains ne sont pas seulement égoïstes, ils sont aussi opposés. Les égoïsmes ne peuvent s'accorder.

## Créer l'homme nouveau

L'être humain a été tellement « abimé » par la société qu'il ne peut percevoir le sens et la grandeur de l'ordre socialiste. Il faut donc le débarrasser de ses oripeaux si l'on veut avancer la construction de la société parfaite. Sans cela, tous ceux que privilégie la situation présente se ligueraient et s'organiseront pour barrer la route du progrès social. Marx avait identifié l'Etat, la famille et la religion comme les vrais ennemis de la révolution prolétarienne. Ces « superstructures » doivent donc être abattues. Même les socialistes qui ne se réclament pas directement de Marx sont persuadés que des cellules sociales vivantes et des institutions bien acceptées font obstacle à la mise en place de la société parfaite.

Mais comment créer l'homme nouveau ? Ici deux méthodes séparent les socialistes.

Certains veulent régler le problème de façon autoritaire et concentrationnaire : la révolution culturelle de Mao faisait écho à celle de Lénine, l'eugénisme était le principe de Hitler, les Khmers rouges supprimaient tous ceux qui avaient reçu une instruction.

D'autres voient dans l'éducation, et dès le premier âge, la meilleure manière de façonner les esprits et de créer une nouvelle génération ouverte aux idées du progrès.

## Main basse sur le système éducatif

Philippe Nemo, notamment dans son récent ouvrage « La France aveuglée par le socialisme » a démontré et dénoncé l'entreprise de fond des socialistes à la conquête de l'Education Nationale.

L'affaire a été menée par la gauche socialiste, mais la droite lui a prêté main forte. A ce sujet, Nemo rappelle dans l'un de ses chapitres, qu'il existe de nombreuses « passerelles » entre gauche et droite, constituées par les camaraderies de loges ou d'écoles (notamment de l'ENA et des grandes écoles d'ingénieurs). Toujours est-il que le projet avoué a été de créer l'homme nouveau destiné à se plier aux exigences de la société nouvelle.

Techniquement, c'est la disparition de toute diversité scolaire, de toute concurrence et de toute émulation, qui a permis le nivellement par le bas des jeunes écoliers, lycéens et universitaires. Amorcée dès 1945, l'évolution s'est accélérée à partir de 1968 pour mûrir pleinement après 1981.

Politiquement, on a désormais une inégalité flagrante entre d'une part, des masses de Français qui



**Philippe Nemo**  
1949-

n'ont reçu qu'un semblant d'éducation et de très faibles connaissances, et d'autre part, une « élite » qu'il est facile de convertir au socialisme puisqu'elle va être aux postes de commande d'un peuple conditionné. Ainsi le règne de la pensée unique est-il assuré, l'Université ne jouant plus aucun rôle compensateur depuis 1968.

Les grands dirigeants de l'Education Nationale sont les syndicats d'enseignants, dont la puissance politique est redoutable et qui ont imposé aux ministres successifs les réformes utiles au projet socialiste : la construction d'une bureaucratie massive, la « démocratisation » de la pédagogie et des programmes, l'éradication de tout enseignement de nature à éveiller et développer l'esprit d'analyse, la réécriture de l'histoire, l'étouffement progressif des établissements privés.

## Couper les racines

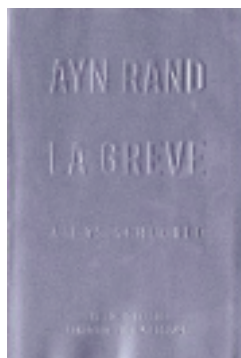
En dépit de sa puissance, l'Education Nationale ne parvient

pas toujours à briser les individualités et à conditionner totalement les esprits. Il y a des contrepoids, dont l'un des plus efficaces est la famille. Il faut donc libérer les jeunes des pesanteurs familiales.

L'affaire a été bien réglée dans les pays communistes : l'enfant a été pris en charge par l'Etat, non seulement pour son éducation mais aussi pour son activité sportive ou artistique ou pour sa formation professionnelle. En URSS, on apprenait aux enfants à espionner leurs parents et à les dénoncer.

Les socialistes peuvent aujourd'hui préférer la méthode progressive. La famille a été l'objet de tous leurs soins. Ils ont prôné « l'évolution des mœurs », qui est devenue ensuite prétexte à légiférer dans des domaines qui relevaient naguère de la vie privée et familiale et qui deviennent désormais choses publiques. La législation est allée toujours dans le même sens : celui de la permissivité, assimilée indûment à la liberté. L'important a été de « libérer » les individus de toute attache, car l'homme nouveau doit n'avoir qu'un seul cadre de vie : la société. La vie associative telle que l'organisent les socialistes est une antichambre de la société parfaite. Alors que les liens avec la famille sont réputés étouffants, les liens noués de façon superficielle avec d'autres relations épisodiques sont tenus pour libérateurs.

Les socialistes oublient cependant une caractéristique de l'être humain : il porte sa liberté en lui-même, et refusera tôt ou tard de vêtir le manteau de l'homme nouveau. Il n'est pas la bête humaine que veut abattre ou soumettre le socialisme. Il reste l'homme, imparfait mais perfectible. •



## La Grève

Ayn Rand

*En guise de cadeau pour le Nouvel An, la Nouvelle Lettre vous propose la lecture de ce texte d'Ayn Rand.*

“...Ce ne sont pas vos défauts, mais vos plus grandes qualités qui vous valent d’être attaqué. Ce ne sont pas vos échecs qui vous valent d’être détesté, mais vos succès. On vous méprise pour ces qualités qui sont les vôtres et dont vous tirez la plus grande fierté. On vous a traité d’égoïste parce que vous avez le courage d’agir selon votre jugement et d’en accepter toute la responsabilité. On vous a accusé d’arrogance en raison de votre indépendance d’esprit. On vous a taxé de cruauté parce que vous avez témoigné d’une totale intégrité. On a qualifié votre conduite d’antisociale parce que vous regardiez loin devant vous et que vous vous aventuriez sur des routes inconnues. On vous dit sans pitié à cause de l’énergie et de la discipline personnelle dont vous avez fait preuve pour atteindre votre objectif. On vous a traité de requin parce que vous avez la merveilleuse faculté de créer des richesses. Vous qui avez toujours déployé une incroyable énergie, on vous a traité de parasite. Vous qui avez créé l’abondance, là où, auparavant, il n’y avait rien que déserts et famine, on vous a traité de voleur.

Vous qui avez procuré à tant d’individus de quoi subsister, on vous a traité d’exploiteur. Vous, l’être le plus droit, le plus pur, vous avez été méprisé comme un “vulgaire matérialiste”. Leur avez-vous demandé : de quel droit ? En vertu de quelles règles, de quels critères ? Non, vous avez tout enduré en silence. Vous avez subi leurs lois sans même essayer de défendre vos principes. Vous aviez ce qu’il fallait de droiture pour produire le moindre clou, mais vous les avez laissés vous taxer d’immoral. Vous savez que l’homme, dans ses rapports avec la nature, doit impérativement respecter certaines règles, mais vous les avez crues inutiles dans vos rapports avec les hommes. Vous avez laissé les armes les plus dangereuses aux mains de vos ennemis, des armes dont vous ne connaissiez même pas l’existence, auxquelles vous ne compreniez rien. Ces armes, c’est leur code moral. Réfléchissez à tout ce que vous avez accepté.

Réfléchissez au rôle des principes dans la vie d’un homme. Demandez-vous s’il peut vivre sans principes moraux. Et demandez-vous ce qu’il advient de lui s’il accepte de faire fausse route, au point de confondre le bien et le mal. Voulez-vous savoir pourquoi je vous attire, même si vous pensez que vous auriez dû m’envoyer au diable ? Parce que je suis le premier à vous avoir donné ce que le monde entier vous doit, ce que vous auriez dû exiger de tous les hommes avant d’entrer en relation avec eux ! La reconnaissance de votre valeur morale.”

**Ayn RAND, La Grève (Atlas Shrugged), Les Belles Lettres, p. 460-461.**



### Comment s’est forgée la victoire devant le Conseil Constitutionnel

L’IREF et Contribuables associés se félicitent pour la bataille qui a été gagnée contre la fiscalité confiscatoire du gouvernement socialiste.

Le 28 novembre dernier, JeanPhilippe Delsol et Benoîte Taffin avaient écrit une Lettre d’argumentation aux Parlementaires pour leur demander de saisir le Conseil Constitutionnel concernant les conditions de détermination du nouveau plafonnement de l’ISF ainsi que sur la nouvelle imposition qui prendrait en compte des revenus « virtuels ». Les Parlementaires de l’opposition ont répondu positivement et ont demandé le 20 décembre la saisine du Conseil Constitutionnel. Le Conseil a repris tous les arguments qui lui avaient été proposés.

<http://www.irefeurope.org>

A noter : le site de l’IREF a désormais une édition en anglais et en allemand.



### Conseil Constitutionnel : un espoir pour l’état de droit

Jean Philippe Delsol, administrateur de l’ALEPS et de l’IREF, applaudit à la décision du Conseil Constitutionnel qui rétablit quelques éléments d’état de droit en matière fiscale.

« La loi n’est pas un instrument livré au pouvoir sans frein d’une majorité omnipotente, elle est plutôt l’expression du droit, c’est-à-dire des règles qui doivent être communément admises pour permettre la vie sociale. Elle ne saurait évoluer qu’avec prudence et le législateur ne devrait y toucher qu’en tremblant plutôt qu’avec la vindicte qu’a connue l’Assemblée ces dernières semaines et à laquelle elle risque de se livrer frénétiquement début 2013 sur d’autres sujets de société ».

**Le Figaro, vendredi 4 janvier, page 12**